

ARRÊTÉ

Le Maire de la Commune de MAZAMET ;

VU l'art. L 2122-18 du Code Général des Collectivités Territoriales qui confère au Maire le pouvoir de déléguer une partie de ses fonctions à un ou plusieurs adjoints et qui précise que ces délégations subsistent tant qu'elles ne sont pas abrogées ;

VU la délibération du Conseil Municipal du 25 Mai 2020 portant élection de huit adjoints au Maire ;

VU le procès-verbal d'installation du Maire et des Adjoints, dressé le 25 Mai 2020 ;

ARRETE

Art. 1°- A compter du 27 Mai 2025 et jusqu'à l'installation du nouveau Conseil Municipal, suite aux élections municipales de Mars 2026, Mme Corine ALBERT, Adjointe au Maire, est déléguée, sous ma surveillance et ma responsabilité, pour exercer les fonctions d'Adjointe au Maire dans les domaines ci-après :

ENSEIGNEMENT, PETITE ENFANCE

- Établissements d'enseignement : primaire, secondaire et supérieur
- Relations avec les enseignants et les parents d'élèves
- Participation aux conseils d'écoles et aux conseils d'administration des établissements secondaires
- Activités scolaires et périscolaires
- Restauration scolaire
- Bâtiments scolaires : équipements et matériels
- Centre multi-accueil Jeanne Mazel, centre multi-accueil de la Lauze
- Convention Territoriale Globale de service aux familles (exercée conjointement et prioritairement) avec la CACM et la CAF

Art. 2° - Mme Corine ALBERT est habilitée à signer, sous ma surveillance et ma responsabilité :

* les pièces concernant les domaines susvisés ;

Art. 3° - La présente délégation ne fait pas obstacle au pouvoir de substitution du Maire et peut être retirée à tout moment ;

Art. 4° - En cas d'absence ou d'empêchement de Mme Corine ALBERT, délégation de signature est donnée à Mme Françoise ROUQUETTE pour signer l'ensemble des pièces concernant les domaines visés à l'article 1 du présent arrêté ;

Art. 5° - Au titre de la présente délégation, Mme Corine ALBERT percevra une indemnité de fonction fixée par délibération du Conseil Municipal.

MAZAMET, le 23 MAI 2025

Le Maire,



Olivier FABRE.-

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal administratif de Toulouse dans un délai de deux mois à compter de sa notification et/ou de sa publication.